



**MARDI 16 JUIN 2020,**

**la santé : c'est l'affaire de toutes et tous**

Journée de mobilisations, de grèves et de manifestations dans tout le pays

**A PITHIVIERS A 10H00**

**MANIFESTATION devant l'Hôpital de Pithiviers, cortège en voiture.**

L'insécurité sociale dans laquelle la crise sanitaire a plongé notre pays a fait naître une très grande inquiétude. La pandémie du COVID 19 a démontré concrètement les dégâts considérables causés par des années de politique d'austérité dans les services publics et les services sanitaires et sociaux.

Les annonces de suppressions d'emplois se multiplient, celles qui font les unes des journaux et **plus nombreuses encore celles qui se font dans l'anonymat** d'une fin de mission d'intérim, d'un CDD qui ne sera pas renouvelé, d'un emploi précaire qu'on ne sollicitera plus... etc. Le plan de suppression par Renault en France de 4600 emplois et de 15.000 dans le monde, projet déjà présenté en février dernier. Mais la nouveauté, c'est l'Etat français qui donne un prêt de 5 milliards d'euros. Le cas Renault est annonciateur du tsunami social dont les premières vagues s'abattent maintenant.

- baisse des salaires,
- fragilisation des droits sociaux,
- augmentation du temps de travail,
- changement d'organisation du travail
- moins de liberté individuelle...

Ces inquiétudes légitimes envahissent notre quotidien et trop souvent nous empêchent d'imaginer que d'autres solutions sont possibles. Les salarié-es de la Fonderie de Bretagne (56) chez RENAULT et de Maubeuge (59) viennent de faire la démonstration, par la mobilisation, que des succès sont possibles.

La CGT, comme elle a essayé de le faire tout au long du confinement, est **présente pour répondre à toutes les questions que vous vous posez et pour que vos droits soient respectés.**

C'est dans ces conditions très difficiles que l'ensemble des personnels de la chaîne sanitaire ont dû affronter de façon exemplaire la crise sanitaire du CORONAVIRUS. Ils et elles ont travaillé sans compter pour soigner, sauver des vies parfois au détriment de la leur. Cette période particulière a mis en avant la nécessité d'avoir un système de santé et de protection sociale solidaire.

Nous avons été très nombreux à les avoir applaudis le soir, à les avoir chaleureusement remerciés, mais ces remerciements ne peuvent se solder par la remise d'une médaille ou de primes à géométrie variable !

Aujourd'hui, c'est un autre soutien qui est nécessaire car il faut des réponses concrètes aux revendications comme aux moyens dédiés à la santé et à la protection sociale dans notre pays.

Lors du lancement du SEGUR de la santé, le 1er ministre annonce vouloir garder le cap. Alors que le gouvernement devrait prendre en considération l'ensemble des questions qui sont posées autour des problèmes de santé et de son financement, il est à craindre que ce SEGUR soit une imposture. Comment faire confiance à un gouvernement qui s'est régulièrement contredit sur les stocks de masques et qui laisse les salarié.es travailler sans protection, avec du matériel inadapté ou en nombre insuffisant.

**Non, la santé n'est pas un coût mais un investissement, c'est un bien public.**

C'est pourquoi la CGT porte le projet d'une Sécurité Sociale intégrale financée à 100% par des cotisations sociales, salarié-es et employeurs. Il faut renforcer la sécurité sociale en intégrant des nouveaux droits comme la perte d'autonomie des personnes âgées ou celles en situation de handicap, quel que soit l'âge, dans la branche maladie.

En cette période de dé-confinement progressif du pays, de multiples problèmes sont posés pour l'ensemble de la population. Pour la CGT, il n'est pas question de les remettre à plus tard ou de les évacuer au nom de la reprise économique comme le suggèrent déjà le MEDEF et le gouvernement

### ***Quelques propositions de la CGT***

Des moyens humains et financiers pour le développement de l'hôpital de Pithiviers et de centres de santé public dans le Pithiverais.

Réouverture de la maternité de Pithiviers.

Augmentation des salaires et des pensions.

Réduction du temps de travail à 32H.

Elaborer un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels de la population et de répondre à la crise sanitaire et écologique.

Développer les services publics de proximité.

Nationaliser les secteurs essentiels de notre économie.

### ***Financer le progrès social, c'est possible***

Affecter les moyens nécessaires à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui atteignent 100 milliards d'euros.

Rétablir l'Impôt sur les fortunes permettrait de récupérer 20 Mrds.

Baisse de la TVA de 20 à 15% avec un taux 0 pour les produits de premières nécessités.

Créer une cotisation sur les revenus financiers sur la même base que celle sur le travail = 24 Mrds.

Les 500 Mrds débloqués par l'Europe doivent servir à satisfaire les besoins du monde du travail.

**Le taux d'imposition des entreprises est en baisse constante, il est passé de 50% en 1985 à 28% en 2020 puis 25% en 2022.**

**Le 16 juin 2020, tous ensemble en France,  
à l'appel de nombreuses organisations syndicales, de jeunesse, d'associations, de collectifs hospitaliers, de partis politiques, de citoyens,**

**Imposons nos revendications pour un autre monde de justice, d'égalité et de paix.**